Editions Esprit

Rêves utopiques d'une vie au-delà des frontières Author(s): Ivan Krastev and Jonathan Chalier

Source: Esprit, No. 431 (Janvier 2017), pp. 120-130

Published by: Editions Esprit

Stable URL: https://www.jstor.org/stable/44135882

Accessed: 19-11-2024 14:52 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at https://about.jstor.org/terms



Editions Esprit is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to Esprit

Rêves utopiques d'une vie au-delà des frontières

Ivan Krastev

Il y a dix ans, le philosophe et ancien dissident hongrois Gáspár Miklós Tamás observait que les Lumières, terreau intellectuel de l'idée d'Union européenne, exigent la citoyenneté universelle¹. Mais alors, de deux choses l'une: soit les pays pauvres qui fonctionnent mal deviennent des États où il n'est pas indigne d'être un citoyen, soit l'Europe ouvre ses frontières à tous. Ni l'une ni l'autre n'est près d'arriver. Aujourd'hui, le monde est rempli d'États défaillants dont personne ne souhaite être citoyen, l'Europe n'a pas la capacité de laisser ses frontières ouvertes, et ses électeurs ne se mettront jamais d'accord pour le faire. Le véritable débat en Europe ne concerne donc pas la question de savoir si l'Union européenne doit rendre ses frontières plus difficiles à franchir—il est clair qu'elle doit le faire; le désaccord porte sur la question de savoir si nous devons nous sentir moralement justifiés à le faire et comment nous devons aider les personnes les plus vulnérables du monde.

La dictature de la comparaison mondiale

En 1981, quand des chercheurs de l'université du Michigan ont mené leur premier sondage sur les valeurs mondiales, ils ont été surpris de constater que le bonheur des nations n'était pas déterminé par le confort matériel. À cette époque, les Nigérians étaient aussi heureux que les Allemands de l'Ouest. Mais trente-cinq ans plus tard, la situation a changé. Selon les derniers sondages, les gens sont, presque partout, aussi heureux que

1-Voir Gáspár Miklós Tamás, "What is Post-fascism", openDemocracy.net, le 13 septembre 2001.

leur PIB permet de l'anticiper². Entre-temps, les Nigérians ont acquis des écrans de télévision et la diffusion d'Internet a permis aux jeunes Africains ou aux jeunes Afghans de voir comment les Européens vivent et à quoi leurs écoles et leurs hôpitaux ressemblent. La mondialisation a transformé le monde en un village, mais ce village évolue sous une dictature – la dictature des comparaisons mondiales. Les gens ne comparent plus leur vie à celle de leurs voisins mais à celle des habitants les plus prospères de la planète.

Pour une part croissante de la population, il est moins question de changer de gouvernement que de changer de pays.

Dans ce monde connecté qui est le nôtre, les migrations constituent la nouvelle révolution – non pas la révolution des masses du xx° siècle, mais la révolution du xx1° siècle, qui pousse à quitter son pays et qui est inspirée, non par les portraits de l'avenir des idéologues, mais par les photos Google Maps de la vie de l'autre côté de la frontière. Cette révolution propose un changement radical dès aujourd'hui. Elle ne requiert ni idéologie, ni mouvement, ni dirigeant politique pour réussir. Nous ne devrions donc pas être surpris que, pour de nombreux damnés de la terre, le franchissement des frontières de l'Union européenne soit plus attrayant que n'importe quelle utopie. Pour une part croissante de la population, il est moins question de changer de gouvernement que de changer de pays.

Le problème de cette révolution des migrants, c'est qu'elle recèle l'inquiétante capacité d'inspirer une contre-révolution en Europe.

Menaces sur la politique de la porte ouverte

La multiplicité des actes de solidarité envers les réfugiés qui fuient la guerre et la persécution observée il y a quelques mois est aujourd'hui éclipsée par l'angoisse fiévreuse que ces mêmes étrangers compromettent la culture traditionnelle et le modèle social de l'Europe et qu'ils

2-www.worldvaluessurvey.org

détruisent nos sociétés libérales. La peur de l'islam, le terrorisme, l'essor de la criminalité et une anxiété générale à l'égard de ce qui ne nous est pas familier sont au cœur de la panique morale de l'Europe. Les Européens sont accablés, non par le gros million de réfugiés qui ont déposé une demande d'asile, mais par la perspective d'un avenir dans lequel les frontières de l'Union européenne sont constamment prises d'assaut par des réfugiés ou des migrants.

Même avant Cologne, la plupart des Allemands avaient commencé à douter de la politique de la porte ouverte de leur gouvernement. La chancelière Angela Merkel, qui était jusqu'à peu le symbole de la confiance en soi et de la résilience de l'Union européenne, est désormais représentée comme un personnage à la Gorbatchev, noble mais naïf, dont la politique volontariste (« Nous pouvons le faire ») fait porter un risque à l'Europe. La crise des réfugiés a forcé l'Europe à se confronter à la question de ses frontières. Elle a signalé que les majorités menacées qui ont émergé comme une force majeure dans la politique européenne craignent et détestent « un monde sans frontières » et exigent une Union européenne avec des frontières clairement définies et bien protégées. Ces majorités menacées ont peur que des étrangers leur prennent leur pays et menacent leur mode de vie et sont convaincues que la crise actuelle est le produit d'une conspiration entre les élites d'esprit cosmopolite et les immigrés d'esprit tribal.

La solidarité nationale, ethnique et religieuse se révolte contre nos obligations en tant qu'êtres humains.

En somme, la crise des réfugiés est en train de changer la politique européenne et de menacer le projet européen comme ni la crise financière ni le conflit avec la Russie n'avaient réussi à le faire.

Si la crise financière a divisé l'Union européenne en créditeurs et en débiteurs, creusant un écart entre le Nord et le Sud, la crise des réfugiés a rouvert le fossé entre l'Est et l'Ouest. Ce dont nous sommes les témoins actuellement n'est pas ce que Bruxelles décrit comme un manque de solidarité, mais bien un conflit des solidarités : la solidarité nationale, ethnique et religieuse se révolte contre nos obligations en tant qu'êtres humains. La crise des réfugiés a rendu clair que l'Est européen considère

les valeurs cosmopolites, précisément celles sur lesquelles l'Union européenne est fondée, comme une menace, tandis que pour beaucoup à l'Ouest ces valeurs cosmopolites sont au cœur de l'identité européenne. « J'ai du mal à comprendre, a confessé le président allemand Joachim Gauck, que des nations, celles-là mêmes dont les citoyens ont connu l'oppression politique et ont fait l'expérience de la solidarité, refusent à leur tour leur solidarité aux opprimés. »

La coalition des réticents

Il y a trente ans, « Solidarité » était le symbole de l'Europe centrale et des intellectuels dissidents prétendaient que la différence entre l'Est et l'Ouest tenait à ce que l'Est croyait vraiment à l'Union européenne, tandis que l'Ouest en faisait seulement partie. Dans ces conditions, comment se fait-il aujourd'hui que les Européens centraux se soient tant éloignés des valeurs fondamentales qui soutiennent l'Union européenne et fassent preuve de si peu de détermination à témoigner leur solidarité avec la souffrance des autres ?

Le scandale du comportement des Européens de l'Est, tel qu'il est perçu à l'Ouest, n'est pas leur empressement à construire des clôtures pour tenir les réfugiés dehors, aux emplacements mêmes où des murs ont été détruits il y a seulement vingt-cinq ans, mais leur affirmation que « nous ne devons rien à ces gens ». Tandis qu'en Allemagne, presque une personne sur dix a pris part à diverses initiatives bénévoles visant à aider les demandeurs d'asile, le public d'Europe orientale reste insensible à la tragédie des réfugiés et ses dirigeants politiques ont critiqué avec véhémence la décision de Bruxelles de répartir les réfugiés parmi les États membres de l'Union européenne. Le premier ministre de Slovaquie, Robert Fico, a affirmé que son pays serait seulement prêt à accueillir des chrétiens (il n'y a pas de mosquée en Slovaquie, a-t-il expliqué, donc les musulmans n'ont rien à faire dans notre pays). Le dirigeant du parti Droit et justice au gouvernement en Pologne, Jaroslaw Kaczynski, a prévenu contre le risque sanitaire de l'accueil des réfugiés, qui porteraient avec eux des maladies inconnues et dangereuses. Viktor Orbán de Hongrie fait le raisonnement suivant : le devoir moral de l'Union européenne n'est pas d'aider les réfugiés, mais de garantir la sécurité de ses citoyens. Si, dans la plupart des pays européens de l'Ouest, la crise des réfugiés a

123/

polarisé les sociétés, dressant les promoteurs de la politique de la porte ouverte contre ses critiques, provoquant une confrontation entre ceux qui hébergent des réfugiés et ceux qui brûlent leurs campements, en Europe centrale et orientale, la crise a rassemblé des sociétés, par ailleurs fragmentées, autour d'une hostilité pratiquement unanime à l'encontre des réfugiés. On avait rarement entendu, ces dernières années, les gouvernements dire ce que l'écrasante majorité des gens pense. Pendant que les Allemands essayaient de comprendre le déficit de compassion des Européens de l'Est, ces derniers s'étonnaient que les Allemands, qui refusaient de régler l'addition des Grecs, se portent au secours des Syriens et des Afghans.

Le ressentiment des Européens centraux envers les réfugiés est surprenant si nous prenons en considération deux éléments : le premier est que pour la plus grande partie du xx^e siècle, les gens en Europe centrale et orientale étaient occupés soit à émigrer, soit à prendre soin d'immigrés. Le second est simplement qu'il n'y a à ce jour aucun réfugié syrien dans les pays d'Europe centrale et orientale. En 2015, le nombre de réfugiés entrés en Slovaquie, par exemple, s'élevait à 169 personnes, dont seules huit ont demandé à rester.

Le retour de la division Est-Ouest en Europe n'est ni un accident, ni un revers de fortune. Il a des racines dans l'histoire, la démographie et les méandres de la transition postcommuniste, et constitue la variante d'Europe centrale d'une révolte populaire contre la mondialisation.

Des raisons historiques

L'histoire est importante en Europe centrale et orientale et, très souvent, l'expérience historique de la région montre que certaines des promesses de la mondialisation n'ont pas été tenues. Plus qu'ailleurs en Europe, l'Europe centrale a conscience à la fois des avantages et des côtés sombres du multiculturalisme. Dans la moitié occidentale de l'Europe, l'héritage des empires coloniaux a fourni le cadre des rencontres avec le monde non européen, alors que les États d'Europe centrale sont nés de la désintégration des empires et des processus de nettoyage ethnique qui ont suivi. Le paysage ethnique de l'Europe de l'Ouest au XIX° siècle était aussi harmonieux qu'un paysage de Caspar David Friedrich, quand celui

de l'Europe centrale ressemblait plus à un paysage de Kokoschka. Tandis que dans la période précédant la guerre, la Pologne était une société multiculturelle, avec un tiers de la population composée d'Allemands, d'Ukrainiens ou de juifs, aujourd'hui la Pologne est l'une des sociétés les plus homogènes du monde d'un point de vue ethnique, avec 98 % de Polonais. Pour nombre d'entre eux, le retour de la diversité ethnique nous ramène aux moments troubles de l'entre-deux-guerres. Et alors que l'Union européenne est fondée sur la conception française de la nation (où l'appartenance se définit par la loyauté aux institutions de la République) et sur la conception allemande de l'État (des Länder puissants et un État fédéral relativement faible), les États de l'Europe centrale se sont construits sur l'inverse : ils associent une admiration française pour l'État centralisé et tout-puissant avec l'idée que la citoyenneté passe par une ascendance commune et une culture partagée, à l'instar des Allemands. Selon le politologue français Jacques Rupnik, les Européens du Centre ont été particulièrement scandalisés par la critique de l'Allemagne à leur encontre pendant la crise des réfugiés, parce que c'est précisément auprès des Allemands du XIX^e siècle qu'ils ont emprunté l'idée de la nation comme unité culturelle³.

La transition postcommuniste

Le ressentiment de l'Europe centrale envers les réfugiés trouve des sources non seulement dans son histoire longue, mais aussi dans les expériences de la transition postcommuniste. Ce qui est venu après le communisme et les réformes libérales, c'est un cynisme généralisé. L'Europe centrale est championne du monde de la méfiance envers les institutions. Confrontés à l'afflux de migrants et hantés par l'insécurité économique, de nombreux Européens de l'Est ont perdu l'espoir que l'adhésion à l'Union européenne favorise la prospérité et une vie sans crise.

Ils demandent ainsi : comment peut-on attendre de nous de la solidarité alors que nous sommes plus pauvres que les Européens de l'Ouest? On nous avait promis des touristes, pas des réfugiés. Le touriste et le

3 - Jacques Rupnik, « Migrants : l'autre Europe face à ses contradictions », *Le Monde*, 2 septembre 2015.

réfugié sont devenus les symboles des deux faces de la mondialisation. Les touristes représentent la version de la mondialisation que nous aimons. Attirer les touristes et rejeter les réfugiés : telle est, en résumé, la conception du monde idéal pour l'Europe de l'Est. Le touriste est un étranger bienveillant : il arrive, dépense, sourit, admire et repart. Il nous fait nous sentir connectés au monde, sans nous imposer ses problèmes. Par contraste, le réfugié, qui aurait pu être le touriste d'hier, est le symbole de la nature menaçante de la mondialisation. Il arrive avec toute la misère et les difficultés du monde.

Attirer les touristes et rejeter les réfugiés : telle est, en résumé, la conception du monde idéal pour l'Europe de l'Est.

La démographie

Curieusement, la panique démographique est l'un des facteurs les moins débattus parmi ceux qui expliquent l'attitude des Européens de l'Est à l'égard des réfugiés. Il est pourtant décisif. Les nations et les États ont tendance à disparaître de l'histoire récente de l'Europe centrale et orientale. Au cours des vingt-cinq dernières années, près de 10 % des Bulgares ont quitté leur pays pour vivre et travailler à l'étranger. Selon les projections des Nations unies, la population de la Bulgarie devrait diminuer de 27 % d'ici 20504. L'inquiétude concernant « la disparition ethnique» se fait sentir dans de nombreuses petites nations d'Europe orientale. Pour elles, l'arrivée de migrants signe leur sortie de l'histoire, et l'argument courant selon lequel une Europe vieillissante a besoin de migrants renforce leur mélancolie existentielle. Quand on voit à la télévision des scènes de vieillards protestant contre l'installation de réfugiés dans leur village dépeuplé, qui n'ont pas vu un seul enfant naître depuis des décennies, on a le cœur brisé pour les réfugiés, mais aussi pour ces personnes vieilles et seules qui voient leur monde disparaître. Y aura-t-il encore quelqu'un pour lire de la poésie bulgare dans cent ans? De plus, la laïcité imposée par les communistes a rendu les Européens de l'Est et du Centre très sensibles au risque de destruction de leur

4-World Population Prospects: The 2015 Revision, New York, United Nations, 2015 (esa.un.org).

identité chrétienne. On n'a pas besoin d'être croyant aujourd'hui pour s'inquiéter du futur du christianisme et de sa culture en Europe centrale et orientale. Il est également important de se souvenir que l'Europe centrale et orientale est la partie de l'Europe qui a probablement le rapport le plus compliqué avec l'islam. On trouve dans cette région deux types de pays : des pays comme la Bulgarie, qui abrite la plus grande minorité musulmane d'Europe et qui partage une frontière avec le monde musulman, et des pays comme la Slovaquie, sans la moindre mosquée. Pour des raisons différentes, la Bulgarie comme la Slovaquie sont mal à l'aise à l'idée que la plupart des réfugiés sont musulmans.

L'échec de l'intégration des Roms contribue aussi au déficit de compassion de l'Europe orientale. Les Européens de l'Est ont peur des étrangers parce qu'ils n'ont pas confiance en la capacité de leur société et de leur État d'intégrer les « autres » déjà en leur sein. Dans nombre de pays européens de l'Est, les Roms ne sont pas seulement sans emploi, ils sont surtout inemployables parce qu'ils ont abandonné l'école très tôt et qu'ils ont échoué à acquérir les compétences demandées sur le marché du travail du XXI^e siècle. C'est l'échec de l'intégration des Roms qui fait croire aux Européens de l'Est que leurs pays « ne peuvent pas y arriver ». Et le fait que les Européens de l'Est et les réfugiés en provenance d'Asie ou du Moyen-Orient finissent bien souvent par se retrouver en concurrence sur le marché du travail occidental ne rend pas les Européens de l'Est plus ouverts à une politique d'intégration de ces réfugiés. Les citoyens des Balkans occidentaux sont sans doute l'exemple le plus frappant des dommages collatéraux de la crise actuelle - en conséquence du projet visant à gérer l'afflux croissant de réfugiés en Allemagne, ils devront être renvoyés chez eux sans espoir de revenir un jour dans l'Union européenne.

Le ressentiment à l'égard du cosmopolitisme

Finalement, c'est surtout la méfiance, profondément ancrée, de l'Europe centrale envers un état d'esprit cosmopolite qui divise l'Est et l'Ouest. Le ressentiment actuel envers le cosmopolitisme, qui à bien des égards rappelle les campagnes anti-cosmopolites de l'Europe dominée par Staline, se manifeste clairement dans la propension croissante des électeurs à

soutenir des dirigeants politiques xénophobes, dont les principaux atouts consistent à ne parler aucune langue étrangère, à n'avoir aucun intérêt pour les cultures étrangères et à éviter de se rendre à Bruxelles.

L'écrivain Joseph Roth a passé la plupart des années de l'entre-deuxguerres à errer en Europe, trouvant refuge dans les halls des grands hôtels, qui constituaient pour lui les derniers vestiges de l'ancien empire des Habsbourg, une carte postale d'un monde perdu, un endroit où il se sentait chez lui. Certains intellectuels d'Europe centrale partagent la nostalgie de Roth pour l'esprit cosmopolite de l'empire, mais ce n'est pas le cas des citoyens ordinaires d'Europe centrale. Ces derniers se sentent bien dans leurs États ethniques et se méfient profondément de ceux dont le cœur est à Paris ou à Londres, dont l'argent est à New York ou à Chypre et dont la loyauté va à Bruxelles. Comme l'écrit Tony Judt : « Depuis le début, les Européens orientaux et "centraux", dont l'identité consiste principalement en une série de négations - non russe, non orthodoxe, non turc, non allemand, non hongrois, etc. – se sont vu imposer le provincialisme par un acte de construction de l'État. Leurs élites étaient obligées de choisir entre l'allégeance cosmopolite à une entité ou une idée extraterritoriale – l'Église, un empire, le communisme ou, plus récemment, "l'Europe" – et l'horizon bouché du nationalisme et de l'intérêt local⁵. »

Il était exclu d'être en même temps cosmopolite et « un bon Polonais », « un bon Tchèque » ou « un bon Bulgare ». Ce sont cette méfiance, ancrée dans l'histoire, à l'encontre de tout ce qui est cosmopolite et le lien entre le communisme et l'internationalisme qui expliquent en partie les susceptibilités de l'Europe centrale concernant la crise des réfugiés. À cet égard, les héritages du nazisme et du communisme sont sensiblement différents. L'attirance des Allemands pour le cosmopolitisme était aussi pour eux une manière d'échapper à l'héritage xénophobe du nazisme, alors qu'on peut soutenir que l'anti-cosmopolitisme de l'Europe centrale est partiellement enracinée dans une aversion à l'internationalisme imposé par le communisme.

/128

⁵⁻Tony Judt, A Grand Illusion? An Essay on Europe [1996], New York, NYU Press, 2011, p. 57-58.

Le retour de la division Est-Ouest

Quelle sera donc l'importance de la division Est-Ouest en Europe, telle qu'elle découle des réponses à la crise des réfugiés, pour le futur de l'Union européenne ? Va-t-elle s'évanouir comme l'a fait la division entre « la vieille Europe » et « la nouvelle Europe », chère à Donald Rumsfeld, au moment où les Européens du Centre se tournaient contre la guerre de George W. Bush en Irak ? Ou bien va-t-elle conduire à l'émergence d'une Union européenne à deux vitesses ? La solidarité européenne est-elle possible sans solidarité avec les personnes les plus vulnérables du monde ?

De nombreuses personnes en Europe centrale font aujourd'hui remarquer que les sentiments anti-réfugiés se durcissent en Europe occidentale, que l'Europe n'est plus divisée et que son unité ne tient qu'à une élection (celle que la chancelière Merkel devrait perdre). En effet, quand les Allemands auront perdu leurs illusions quant aux politiques de porte ouverte, les différences seront facilement dépassées. Beaucoup d'Européens du Centre célèbrent ce changement d'humeur à l'Ouest comme une victoire du réalisme intraitable de l'Europe orientale contre le moralisme hypocrite de l'Ouest. On peut sentir un malin plaisir à lire les Européens du Centre commenter « la loi des bijoux », adoptée à une écrasante majorité par le Parlement danois. Selon cette loi, le gouvernement va confisquer tous les effets des réfugiés dont la valeur excède un peu plus de mille euros. Est-ce donc cela, la compassion des Européens de l'Ouest?

La division sur les réfugiés a tristement confirmé tous les préjugés que l'Est et l'Ouest avaient l'un pour l'autre.

Mais le paradoxe de la division au sein de l'Union européenne sur la crise des réfugiés est que la convergence des sentiments anti-immigrés ne finira pas par rapprocher l'Europe occidentale et l'Europe centrale. Elle les a déjà séparées plus encore. À la différence de « L'Allemagne aux Allemands » ou de « La Bulgarie aux Bulgares », le slogan « L'Europe aux Européens » ne peut pas marcher. Pour de nombreux conservateurs allemands qui s'opposent à la direction prise par leur pays, les Roumains ou les Bulgares ne sont pas moins étrangers que les Syriens, tandis que pour

les Allemands d'esprit cosmopolite qui ont adopté la culture d'intégration des réfugiés de la chancelière Merkel, les Européens centraux à l'esprit tribal sont perçus comme l'obstacle principal à une société ouverte dans l'Union européenne. La division sur les réfugiés a tristement confirmé tous les préjugés que l'Est et l'Ouest avaient l'un pour l'autre.

Cette crise montre également qu'on ne peut pas penser la solidarité européenne indépendamment de ses sources dans les Lumières. Au moment même où des Européens de l'Est ont prétendu que « nous ne devons rien aux réfugiés », beaucoup à l'Ouest prenaient conscience qu'ils ne devaient rien non plus à l'Europe de l'Est.

Traduit par Jonathan Chalier⁶

6-Ce texte est paru en anglais dans Iwmpost, nº 117, printemps-été 2016.

/130